



# Newsletter

N° 209 – Juin 2018

Secrétariat général de la CSSF  
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg  
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg  
Tél. : (+352) 26 251-2560  
E-mail : [direction@cssf.lu](mailto:direction@cssf.lu)  
Site Internet : [www.cssf.lu](http://www.cssf.lu)



---

## *RESSOURCES HUMAINES*

---

### **Evolution du personnel de la CSSF**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a recruté 4 nouveaux agents. Ces agents ont été affectés aux services suivants :

#### **Département juridique**

Heleen DE GEEST

#### **Surveillance des banques**

Helen SEIB

#### **On-site inspection**

Arno KALKBRENNER

#### **Personnel, administration et finances**

Nathalie FUSULIER

Suite au départ de trois agents, la CSSF compte 803 agents, dont 435 hommes et 368 femmes au 1<sup>er</sup> juin 2018.

---

## *AVERTISSEMENTS*

---

### **Avertissements publiés par la CSSF**

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a publié un avertissement concernant les activités d'une entité dénommée Beltra Solutions S.A. / Beltra Solutions (Europe) S.A.

L'avertissement est disponible sur notre site Internet à l'adresse :

<http://www.cssf.lu/consommateur/avertissements/news-cat/90/>.

### **Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO**

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse :

[http://www.iosco.org/investor\\_protection/?subsection=investor\\_alerts\\_portal](http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal).

---

## *REGLEMENTATION NATIONALE*

---

### **Loi du 6 juin 2018 relative aux dépositaires centraux de titres**

La loi a pour objet la mise en œuvre de certaines dispositions du règlement (UE) n° 909/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 concernant l'amélioration du règlement de titres dans l'Union européenne et les dépositaires centraux de titres, et modifiant les directives 98/26/CE et 2014/65/UE ainsi que le règlement (UE) n° 236/2012 (dénommé ci-après « CSDR »). Le CSDR vise à rendre les opérations de règlement, y compris les règlements transfrontaliers, plus sûres et plus efficaces et à réduire les cas de défaut de règlement. A cet effet, il établit des exigences uniformes en matière de règlement des opérations sur titres et instaure le statut de « dépositaire central de titres » (dénommé ci-après « DCT »). Les DCT exploitent les systèmes de règlement de titres, qui assurent le règlement des transactions sur titres. Ils assurent également le suivi du nombre de titres émis, de

l'identité des émetteurs et de tout changement de détention de ces titres. Le CSDR fixe des règles communes régissant l'organisation des DCT et la conduite de leurs activités. Il constitue un maillon important de la réglementation des infrastructures de marché, vu la position clé des DCT dans la chaîne des opérations sur titres. Le CSDR est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable au Luxembourg. Il laisse aux Etats membres le soin de désigner une autorité compétente pour exercer les missions qu'il prévoit en ce qui concerne l'agrément et la surveillance des DCT. En vertu du CSDR, les Etats membres doivent, par ailleurs, doter cette autorité compétente des pouvoirs nécessaires à l'exercice de ses fonctions et instaurer un régime de sanctions effectives, proportionnées et dissuasives applicable en cas de violation du CSDR. Sans préjudice des compétences de la Banque centrale du Luxembourg au titre du droit de l'Union européenne et du droit national, la loi désigne la CSSF comme autorité compétente pour exercer les missions prévues par le CSDR en ce qui concerne l'octroi de l'agrément et la surveillance des DCT établis au Luxembourg et définit les pouvoirs de la CSSF pour l'exercice de ces missions et les sanctions applicables en cas de violation du règlement.

### **Loi du 6 juin 2018 relative à la transparence des opérations de financement sur titres**

La loi vise à mettre en œuvre le règlement (UE) 2015/2365 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relatif à la transparence des opérations de financement sur titres et de la réutilisation et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012 (ci-après, le « SFTR »). Suite à la crise financière apparue en 2007-2008, l'Union européenne a adopté un ensemble de mesures ayant pour objet de rendre le système financier plus solide et plus stable. C'est dans ce cadre que vient s'inscrire le SFTR, qui a pour objet de renforcer la transparence des marchés des opérations de financement sur titres. Les opérations de financement sur titres englobent les opérations de pension, les prêts de titres ou de matières premières et les emprunts de titres ou de matières premières, les opérations d'achat-revente et les opérations de vente-rachat, ainsi que les opérations de prêt avec appel de marge. Ainsi, le SFTR crée, au niveau de l'Union européenne, un cadre qui permet « de déclarer de façon efficace les éléments des opérations de financement sur titres aux référentiels centraux et de divulguer les informations relatives à ces opérations et aux contrats d'échange sur rendement global aux investisseurs dans les organismes de placement collectif ». A la différence d'autres règlements européens, le SFTR ne nécessite pas de désignation formelle de l'autorité compétente, car son article 16, qui est d'application directe, se contente de renvoyer à d'autres textes européens en vertu desquels les autorités compétentes sont déjà désignées. Il découle des différents textes auxquels il est renvoyé que les autorités compétentes au Luxembourg seront la CSSF et le Commissariat aux assurances (ci-après, le « CAA »). L'opérationnalisation du SFTR nécessite que les Etats membres prévoient que les autorités compétentes pour la surveillance des contreparties financières ou non financières ont le pouvoir d'infliger des sanctions administratives et autres mesures administratives qui sont effectives, proportionnées et dissuasives. A cet effet, la loi dote la CSSF et le CAA des pouvoirs de sanction adéquats, conformément aux prescriptions du SFTR. La loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif et la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs sont modifiées ponctuellement pour assurer l'opérationnalisation de l'article 28 du SFTR.

### **Règlement grand-ducal du 6 juin 2018**

Le règlement grand-ducal établit la liste normalisée des services les plus représentatifs rattachés à un compte de paiement au sens de la loi du 13 juin 2017 relative aux comptes de paiement.

### **Circulaire CSSF 18/692**

L'objet de la circulaire est d'apporter des précisions quant aux orientations de l'Autorité bancaire européenne (« ABE/EBA ») sur les modalités de gouvernance et de surveillance des produits bancaires de détail, qui sont entrées en vigueur le 3 janvier 2017 et que la CSSF entend respecter.

Ces orientations concernent la mise en place de modalités de gouvernance et de surveillance des produits bancaires de détail pour les producteurs et les distributeurs en tant que partie intégrante des exigences organisationnelles générales liées aux systèmes de contrôle interne de ces entreprises. Elles visent les procédures, les fonctions et les stratégies internes destinées à concevoir des produits, à les commercialiser et à les suivre durant tout leur cycle de vie. Elles établissent des procédures

permettant de s'assurer que les intérêts, les objectifs et les caractéristiques du marché cible sont satisfaits.

## Règlement CSSF N° 18-03

Le règlement CSSF N° 18-03 a pour objet de procéder à une refonte des dispositions du règlement CSSF 14-01 sur l'implémentation de certaines discrétions contenues dans le règlement (UE) n° 575/2013. Cette refonte est rendue nécessaire du fait de l'entrée en vigueur de l'Union bancaire, de la modification de la loi du 5 avril 1993 sur le secteur financier suite à la transposition de la directive 2013/36/UE et de l'expiration de certaines dispositions transitoires du règlement CSSF N° 14-01.

---

### *REGLEMENTATION BANCAIRE ET MECANISME DE SURVEILLANCE UNIQUE*

---

(uniquement en anglais)

## Single Supervisory Mechanism - European Central Bank (ECB)

### Publications

**2 May 2018** - [ECB published European framework for testing financial resilience to cyber attacks](#)

The European Central Bank (ECB) has published the European Framework for "Threat Intelligence-based Ethical Red Teaming" (TIBER-EU). TIBER-EU is intended to facilitate a harmonised European approach towards intelligence-led tests which mimic the tactics, techniques and procedures of real hackers.

**5 May 2018** - [ECB published the results of the 2018 stress test of Greek banks](#)

The ECB has released the results of the 2018 stress test of Greek significant institutions. They show that the average capital depletion under the adverse scenario, which covered a three-year period and assumed static balance sheets, was 9 percentage points, equivalent to €15.5 billion.

Please see also the [Frequently Asked Questions](#).

**8 May 2018** - [ECB published its report on the Thematic Review on effective risk data aggregation and risk reporting](#)

The ECB published a report following its thematic review on effective risk data aggregation and risk reporting. The thematic review covered 25 significant institutions and assessed them against the Basel Committee's principles for effective risk data aggregation and risk reporting (the Basel Committee principles).

**22 May 2018** - [ECB published new 'ECB compliance with EBA guidelines and recommendations' webpage](#)

The ECB has published its new webpage named 'ECB compliance with EBA guidelines and recommendations'. This webpage gathers together in a single location the ECB responses to "comply or explain" procedures for EBA guidelines, joint guidelines and recommendations. This information is also available in the Annual Reports section of the EBA homepage.

**28 May 2018** - [ECB published a revised version of the Guide to fit and proper assessments](#)

The ECB updated the Guide to fit and proper assessment in line with the [Joint ESMA and EBA Guidelines on the assessment of the suitability of management body members and key functions holders](#). The guide describes the supervisory policies, processes and practices followed by the ECB when conducting fit and proper assessments.

**May 2018** - [Letters from the Chair of the Supervisory Board to members of the European Parliament](#)

The ECB has published letters from the Chair of the Supervisory Board to members of the European Parliament in response to written requests, e.g. in relation to money laundering risks, non-performing loans and Level 3 assets, and inspections in banks.

### Interviews and speeches

**2 May 2018** - "[ECB supervision at five: re-charting the route](#)" - Speech by Ignazio Angeloni, Member of the Supervisory Board of the ECB, at the Financial Times - Fitch Global Banking Conference, London.

**14 May 2018** - "[Europe - past, present and future](#)" - Speech by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, Meeting with students at Copenhagen University.

**14 May 2018** - "[European banking union – the place to be?](#)" - Speech by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, Biannual high-level networking seminar on economic and financial issues organised by Danmarks Nationalbank, Copenhagen.

**15 May 2018** - "[Interview with Alpha TV](#)" - Interview with Danièle Nouy, Chair of the Supervisory Board of the ECB, conducted by Vangelis Dourakis.

**16 May 2018** - "[We have more muscle to enforce our goals](#)" - Interview with Anneli Tuominen, Member of the Supervisory Board of the ECB, Supervision Newsletter.

**29 May 2018** - "[Monetary policy - end of history?](#)" - Speech by Sabine Lautenschläger, Member of the Executive Board of the ECB and Vice-Chair of the Supervisory Board of the ECB, Center for Financial Studies Colloquium, Frankfurt.

### Regulatory developments

**2 May 2018** - Publication of the [Decision \(EU\) 2018/667 of the European Central Bank of 19 April 2018](#) on the total amount of annual supervisory fees for 2018 (ECB/2018/12).

## European Commission and European Council

### Publications

**15 May 2018** - Publication of the [Commission Implementing Regulation \(EU\) 2018/708 of 17 April 2018](#) laying down implementing technical standards with regard to the template to be used by managers of money market funds when reporting to competent authorities as stipulated by Article 37 of Regulation (EU) 2017/1131 of the European Parliament and of the Council.

**17 May 2018** - Publication of the [Corrigendum to Commission Delegated Regulation \(EU\) 2017/390 of 11 November 2016](#) supplementing Regulation (EU) No 909/2014 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards on certain prudential requirements for central securities depositories and designated credit institutions offering banking-type ancillary services.

**17 May 2018** - Publication of the [Corrigendum to Commission Delegated Regulation \(EU\) 2017/391 of 11 November 2016](#) supplementing Regulation (EU) No 909/2014 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards further specifying the content of the reporting on internalised settlements.

**18 May 2018** - Publication of the [Commission Delegated Regulation \(EU\) 2018/728 of 24 January 2018](#) supplementing Regulation (EU) No 575/2013 of the European Parliament and of the Council with regard to regulatory technical standards for procedures for excluding transactions with non-financial

counterparties established in a third country from the own funds requirement for credit valuation adjustment risk.

**18 May 2018** - Publication of the [Commission Implementing Regulation \(EU\) 2018/688 of 23 March 2018](#) amending Implementing Regulation (EU) 2016/2070 as regards benchmarking portfolios, reporting templates and reporting instructions.

## European Banking Authority (EBA)

### Publications

#### **Capital Requirements Directive and Regulation**

**4 May 2018** - [EBA published results of its 2016 credit valuation adjustment risk monitoring exercise](#)

The European Banking Authority (EBA) has published its Report on its 2016 CVA risk monitoring exercise, which assesses the impact on own funds requirements of the reintegration of the transactions currently exempted from the scope of the CVA risk charge. The results aim to show the materiality of CVA risks that are currently not capitalised due to the CRR exemptions.

**7 May 2018** - [EBA reaction on the European Commission call for advice on the implementation of the Basel III framework in the EU](#)

The European Commission asked the EBA to prepare a comprehensive analysis to assess the potential impact of the different elements of the Basel reform on the EU banking sector and the wider economy. In response to the call for advice, the EBA will provide both a quantitative and qualitative assessment of the new Basel III framework. As a preliminary step, the EBA is planning to launch an overall data collection by July 2018.

**21 May 2018** - [EBA announced a public hearing on Commission proposal to develop European Secured Notes](#)

The EBA has announced that it will hold a public hearing on 28 June 2018 to outline its draft to answer to the Commission's Call for Advice on the European Secured Notes (ESN). The hearing comes ahead of the publication of the EBA's final report, which is expected by mid-July 2018.

**23 May 2018** - [EBA updated list of Other Systematically Important Institutions \(O-SIIs\) in the EU](#)

The EBA has updated its 2017 list of Other Systematically Important Institutions (O-SIIs) in the EU. These institutions have been identified by the relevant authorities across the EU according to harmonized criteria regarding size, importance, complexity (or cross-border activities), and interconnectedness. The list also details the additional capital buffers that the relevant authorities have set for identified O-SIIs.

#### **Deposit Guarantee Scheme Directive**

**23 May 2018** - [EBA released updated data on deposit guarantee schemes across the EU](#)

The EBA has published 2017 data relating to the Deposit Guarantee Schemes Directive on: (i) available financial means, and (ii) covered deposits. The publication is intended to enhance the transparency and public accountability of deposit guarantee schemes across the EU.

### Consultations

#### **Capital Requirements Directive and Regulation**

**22 May 2018** - [EBA consults on standards on estimation and identification of an economic downturn in IRB modelling](#)

The EBA has launched two consultations on [Guidelines for the estimation of loss given default \(LGD\) appropriate for conditions of an economic downturn](#), and on [draft regulatory technical standards \(RTS\) on estimation and identification of an economic downturn in Internal Ratings Based \(IRB\) modelling](#). The Guidelines focus on the appropriate estimation of the LGD in a situation of economic downturn, while the draft RTS specify the nature, severity and duration of an economic downturn. This package is part of the EBA's broader work on the review of the IRB approach aiming at reducing the unjustified variability in the outcomes of internal models, while preserving the risk sensitivity of capital requirements.

Both consultations will run until **22 June 2018**.

## European Supervisory Authorities (ESAs)

### Publications

**30 May 2018** - [EBA and ESMA published a joint statement encouraging institutions and authorities consider retail holders of debt financial instruments in resolutions](#)

The EBA and the European Securities and Markets Authority (ESMA) have published a joint statement encouraging institutions, market and resolution authorities to properly consider retail holders of debt financial instruments subject to the Bank Recovery and Resolution Directive (BRRD) when carrying out their respective tasks. The distribution of debt instruments issued by financial institutions to retail clients may raise significant consumer protection issues and affect the practical application of the resolution framework under the BRRD.

### Consultations

**4 May 2018** - [European Supervisory Authorities launched joint consultation on amendments to EMIR standards](#)

The ESAs have launched two joint consultations to amend the [Regulatory Technical Standards \(RTS\) on the clearing obligation](#) and the [Regulatory Technical Standards \(RTS\) on risk mitigation techniques](#) for OTC derivatives not cleared. These standards, which implement the European Market Infrastructure Regulation (EMIR), aim to amend the current regulation on the clearing obligation and risk mitigation techniques on OTC derivatives not cleared by central counterparties (CCPs) in order to provide a specific treatment for simple, transparent and standardised (STS) securitisation and ensure a level playing field with covered bonds.

Both consultations will run until **15 June 2018**.

## Basel Committee of Banking Supervision (BCBS)

### Publications

**14 May 2018** - [BCBS and IOSCO published criteria for identifying simple, transparent and comparable short-term securitisations](#)

The Basel Committee on Banking Supervision (BCBS) and the International Organization of Securities Commissions (IOSCO) have issued the **Criteria for identifying simple, transparent and comparable short-term securitisations** (the short-term STC criteria). These criteria take account of the characteristics of asset-backed commercial paper (ABCP) conduits, such as (i) the short maturity of the commercial paper issued; (ii) the different forms of programme structures, and (iii) the existence of multiple forms of liquidity and credit support facilities.

**14 May 2018** - [BCBS issued Standard Capital treatment for short-term "simple, transparent and comparable" securitisations](#)

The BCBS has issued a standard supplementing the Criteria for identifying short-term "simple, transparent and comparable" securitisations. It sets out additional guidance and requirements for the purpose of applying preferential regulatory capital treatment for banks acting as investors in or as

sponsors of STC short-term securitisations, typically in asset-backed commercial paper (ABCP) structures.

### Macro prudential fora European Systemic Risk Board (ESRB)

- The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

<i>Country</i>	<b>CCyB rate</b>	<b>Application date</b>
<i>Czech Republic</i>	0.5%	01/07/2017
		01/01/2018
		01/04/2018
	1.0%	01/07/2018
		01/10/2018
	1.25%	01/01/2019
		01/04/2019
<i>Denmark</i>	0.5%	31/03/2019
<i>Iceland</i>	1.0%	05/07/2017
	1.25%	01/11/2017
		16/12/2017
		06/04/2018
		28/06/2018
		17/10/2018
		05/01/2019
1.75%	15/05/2019	
<i>Lithuania</i>	0.5%	31/12/2018
<i>Norway</i>	2.0%	31/12/2017
<i>Slovakia</i>	0.5%	01/05/2018
	1.25%	01/08/2018
		01/11/2018
		01/02/2019
		01/05/2019
<i>Sweden</i>	2.0%	19/03/2017
<i>United Kingdom</i>	0.5%	29/03/2017
		27/06/2018
	1%	28/11/2018

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).



## The Financial Stability Board (FSB)

### Publications and Consultations

**7 May 2018** - [FSB launched consultation on recommendations for compensation data reporting to address misconduct risk](#)

The Financial Stability Board (FSB) has published a public consultation on [Recommendations for consistent national reporting of data on the use of compensation tools to address misconduct risk](#). Collecting and evaluating compensation data on a regular basis can provide both firms and supervisors with important insights into the effectiveness of compensation programmes and potential areas of weakness. Currently the gathering and analysis of compensation data varies significantly across jurisdictions and firms.

The consultation will run until **6 July 2018**.

---

### COMMUNIQUES

---

#### **Suspension des instruments financiers émis par NH HOTEL GROUP, S.A.**

##### **Communiqué de presse 18/18 du 31 mai 2018 (uniquement en anglais)**

The Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) has been informed by the Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV), the competent authority of Spain, about the suspension of the financial instruments issued by NH HOTEL GROUP, S.A. from trading on 31 May 2018. Therefore, the CSSF has required, in accordance with Article 9(3) of the Law of 13 July 2007 on markets in financial instruments, the suspension of the financial instruments issued by NH HOTEL GROUP, S.A. (XS1497527736, XS1497532652) from trading on the markets operated by the Luxembourg Stock Exchange with immediate effect until the market has been duly informed.

#### **Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois d'avril 2018**

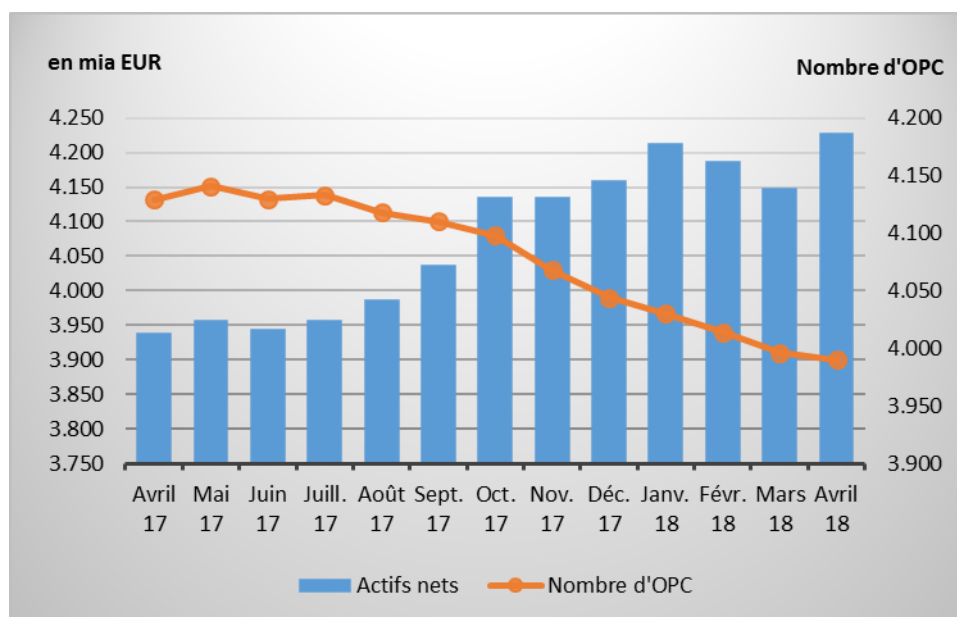
##### **Communiqué de presse 18/19 du 6 juin 2018**

##### **I. Situation globale**

Au 30 avril 2018, le patrimoine global net des organismes de placement collectif, comprenant les OPC soumis à la Loi de 2010, les fonds d'investissement spécialisés et les SICAR, s'est élevé à EUR 4.227,532 milliards contre EUR 4.148,898 milliards au 31 mars 2018, soit une augmentation de 1,90% sur un mois. Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en augmentation de 7,35%.

L'industrie des OPC luxembourgeois a donc enregistré au mois d'avril une variation positive se chiffrant à EUR 78,634 milliards. Cette augmentation représente le solde des émissions nettes positives à concurrence d'EUR 26,702 milliards (0,65%) et de l'évolution favorable des marchés financiers à concurrence d'EUR 51,932 milliards (1,25%).

L'évolution des organismes de placement collectif se présente comme suit :



Le nombre des organismes de placement collectif (OPC) pris en considération est de 3.990 par rapport à 3.996 le mois précédent. 2.581 entités ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 13.363 compartiments. En y ajoutant les 1.409 entités à structure classique, au total 14.772 unités sont actives sur la place financière.

Concernant d'une part l'impact des marchés financiers sur les principales catégories des organismes de placement collectif et d'autre part l'investissement net en capital dans ces mêmes OPC, les faits suivants sont à relever pour le mois d'avril :

Au niveau des pays développés, la catégorie d'OPC à actions européennes a réalisé une performance positive en relation avec les bons fondamentaux économiques et la faiblesse de l'EUR par rapport à l'USD. Si les actions américaines ont peu bougé dans un contexte marqué par les tensions commerciales avec la Chine et les bons résultats d'entreprises aux Etats-Unis, l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR a fait clôturer la catégorie d'OPC à actions américaines en territoire positif. La hausse de la catégorie d'OPC à actions japonaises a été soutenue principalement par un environnement économique globalement favorable et la dépréciation du Yen par rapport à l'USD favorisant les exportations japonaises.

Au niveau des pays émergents, la catégorie d'OPC à actions d'Asie a affiché une performance positive sur fond de bonnes données économiques dans plusieurs pays de la région et de l'appréciation des principales devises asiatiques contre l'EUR et ceci en dépit des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine. Les nouvelles sanctions économiques prises par les Etats-Unis à l'encontre de la Russie de même que les problèmes politiques en Turquie se sont traduits par des pertes au niveau de la catégorie d'OPC à actions de l'Europe de l'Est. Si les marchés d'actions d'Amérique latine, malgré la remontée des prix des principales matières premières, ont en somme baissé, l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR a permis à la catégorie d'OPC à actions de l'Amérique latine de clôturer en hausse.

Au cours du mois d'avril, les catégories d'OPC à actions ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

**Evolution des OPC à actions au mois d'avril 2018\***

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Actions marché global	2,45%	0,79%
Actions européennes	3,64%	0,37%
Actions américaines	2,86%	1,60%
Actions japonaises	2,82%	1,83%
Actions Europe de l'Est	-2,90%	0,13%
Actions Asie	2,69%	0,82%
Actions Amérique latine	0,38%	6,30%
Actions autres	1,62%	2,16%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

Face à une politique monétaire inchangée de la Banque centrale européenne dans un contexte d'une inflation de base faible en Europe, les rendements des obligations d'Etat et des obligations d'entreprises ont peu changé sur le mois sous revue expliquant l'inertie de la catégorie d'OPC à obligations libellées en EUR.

Les rendements des obligations libellées en USD ont augmenté sur base d'une croissance stable de l'économie américaine, de la révision à la hausse des anticipations d'inflation et de resserrement monétaire par la Réserve fédérale des États-Unis. Cette augmentation des rendements, se traduisant par une baisse des cours des obligations, a cependant été plus que compensée par l'appréciation de l'USD par rapport à l'EUR faisant que la catégorie d'OPC à obligations libellées en USD s'est appréciée légèrement.

La remontée des rendements obligataires américains, les tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, les problèmes géopolitiques dans certains pays émergents expliquent les baisses de cours de la catégorie d'OPC à obligations des pays émergents.

Au cours du mois d'avril, les catégories d'OPC à revenu fixe ont globalement affiché un investissement net en capital positif.

**Evolution des OPC à revenu fixe au mois d'avril 2018\***

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
Marché monétaire en EUR	-0,03%	-7,34%
Marché monétaire en USD	2,02%	5,37%
Marché monétaire marché Global	-0,27%	-2,41%
Obligations libellées en EUR	0,05%	-0,56%
Obligations libellées en USD	0,30%	-0,43%
Obligations marché global	0,04%	1,32%
Obligations marchés Emergents	-0,77%	1,12%
Obligations High Yield	0,82%	-0,70%
Autres	0,41%	-0,23%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

L'évolution des actifs nets des OPC luxembourgeois diversifiés et des fonds de fonds est illustrée dans le tableau suivant :

Evolution des OPC diversifiés et Fonds de Fonds au mois d'avril 2018\*

	Variation de marché en %	Emissions nettes en %
OPC diversifiés	1,11%	0,19%
Fonds de Fonds	1,74%	0,42%

\* Variation en % des Actifs Nets en EUR par rapport au mois précédent

II. Ventilation du nombre et des avoirs nets des OPC

	OPCVM PARTIE I		OPC PARTIE II		FIS		SOUS-TOTAL (hors SICAR)		SICAR <sup>1</sup>		TOTAL	
	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE	AVOIRS NETS (en mia €)
31/12/2015	1 892	2 946,860 €	384	169,896 €	1 602	389,445 €	3 878	3 506,201 €	282	37,430 €	4 160	3 543,631 €
31/01/2016	1 903	2 819,861 €	378	164,531 €	1 596	386,607 €	3 877	3 370,999 €	282	37,430 €	4 159	3 408,429 €
29/02/2016	1 904	2 813,421 €	373	157,278 €	1 592	387,785 €	3 869	3 358,484 €	282	37,430 €	4 151	3 395,914 €
31/03/2016	1 905	2 847,418 €	371	157,047 €	1 603	390,939 €	3 879	3 395,404 €	282	37,430 €	4 161	3 432,834 €
30/04/2016	1 904	2 888,262 €	370	159,477 €	1 606	394,341 €	3 880	3 442,080 €	282	37,430 €	4 162	3 479,510 €
31/05/2016	1 902	2 928,461 €	371	159,174 €	1 609	400,345 €	3 882	3 487,980 €	282	37,430 €	4 164	3 525,410 €
30/06/2016	1 899	2 906,498 €	367	156,893 €	1 621	398,513 €	3 887	3 461,904 €	282	37,430 €	4 169	3 499,334 €
31/07/2016	1 892	2 997,551 €	365	159,356 €	1 631	408,849 €	3 888	3 565,756 €	282	37,430 €	4 170	3 603,186 €
31/08/2016	1 894	3 033,413 €	363	159,141 €	1 636	409,608 €	3 893	3 602,162 €	282	37,430 €	4 175	3 639,592 €
30/09/2016	1 891	3 051,016 €	362	159,088 €	1 644	411,825 €	3 897	3 621,929 €	282	37,430 €	4 179	3 659,359 €
31/10/2016	1 893	3 053,246 €	356	159,320 €	1 642	413,932 €	3 891	3 626,498 €	282	37,430 €	4 173	3 663,928 €
30/11/2016	1 888	3 065,882 €	355	158,862 €	1 645	415,885 €	3 888	3 640,629 €	282	37,430 €	4 170	3 678,059 €
31/12/2016	1 869	3 116,104 €	353	160,578 €	1 639	424,394 €	3 861	3 701,076 €	283	40,254 €	4 144	3 741,330 €
31/01/2017	1 869	3 138,701 €	351	160,967 €	1 623	427,236 €	3 843	3 726,904 €	283	40,483 €	4 126	3 767,387 €
28/02/2017	1 880	3 217,837 €	351	164,858 €	1 617	436,203 €	3 848	3 818,898 €	282	41,419 €	4 130	3 860,317 €
31/03/2017	1 895	3 257,773 €	346	165,780 €	1 618	440,288 €	3 859	3 863,841 €	280	42,186 €	4 139	3 906,027 €
30/04/2017	1 892	3 286,525 €	342	164,471 €	1 613	444,874 €	3 847	3 895,870 €	282	42,037 €	4 129	3 937,907 €
31/05/2017	1 895	3 297,803 €	342	162,813 €	1 620	453,326 €	3 857	3 913,943 €	285	42,923 €	4 142	3 956,366 €
30/06/2017	1 887	3 288,338 €	338	160,634 €	1 618	451,703 €	3 843	3 900,675 €	287	42,923 €	4 130	3 943,598 €
31/07/2017	1 885	3 307,103 €	338	159,097 €	1 619	448,554 €	3 842	3 914,754 €	291	42,827 €	4 133	3 957,581 €
31/08/2017	1 876	3 328,865 €	337	156,448 €	1 615	458,911 €	3 828	3 944,224 €	290	43,104 €	4 118	3 987,328 €
30/09/2017	1 880	3 380,943 €	332	154,308 €	1 608	459,079 €	3 820	3 994,330 €	290	42,810 €	4 110	4 037,140 €
31/10/2017	1 871	3 470,456 €	325	155,929 €	1 612	466,213 €	3 808	4 092,598 €	290	43,097 €	4 098	4 135,695 €
30/11/2017	1 864	3 469,422 €	325	155,343 €	1 591	465,954 €	3 780	4 090,719 €	288	45,080 €	4 068	4 135,799 €
31/12/2017	1 859	3 486,445 €	323	154,189 €	1 576	472,415 €	3 758	4 113,049 €	286	46,565 €	4 044	4 159,614 €
31/01/2018	1 852	3 539,403 €	320	155,272 €	1 573	473,290 €	3 745	4 167,965 €	285	46,065 €	4 030	4 214,030 €
28/02/2018	1 854	3 513,980 €	316	152,309 €	1 560	475,916 €	3 730	4 142,205 €	284	45,118 €	4 014	4 187,323 €
31/03/2018	1 846	3 473,243 €	314	150,078 €	1 552	480,516 €	3 712	4 103,837 €	284	45,061 €	3 996	4 148,898 €
30/04/2018	1 843	3 549,467 €	309	146,350 €	1 554	485,963 €	3 706	4 181,780 €	284	45,752 €	3 990	4 227,532 €

<sup>1</sup> Avant le 31 décembre 2016, les données statistiques pour les SICAR n'ont été publiées que sur base annuelle.

Durant le mois de référence, les quatorze organismes de placement collectif suivants ont été inscrits sur la liste officielle :

**1) OPCVM partie I Loi 2010 :**

- AFH, 5, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
- ARTEMIS FUNDS (LUX), 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- CHINA LION FUND UCITS, 6B, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
- PREMIUM SAVINGS SOLUTIONS, 8-10, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

**2) FIS :**

- ALLIANCEBERNSTEIN FUND III, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- BAYVK R PRIVATE DEBT S.C.S. SICAV-FIS, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- HERMES EUROPEAN DIRECT LENDING MASTER FUND SCS, SICAV-SIF, 50, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- INFINITY B S.C.S. SICAV-SIF, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- MEAG INFRASTRUCTURE DEBT FUND S.C.S. SICAV-FIS, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- MULTI INVESTMENT SOLUTIONS SICAV-SIF, 26, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
- PRIVATE DEBT FUND S.A. SICAV-SIF, 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- SL FIXED INCOME FUND SICAV-SIF S.A., 80, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- VERIANOS REAL ESTATE MEZZANINE FUND 1 SICAV-SIF, 2, place François-Joseph Dargent, L-1413 Luxembourg
- ZEUS CAPITAL ALTERNATIVE, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

Les vingt organismes de placement collectif suivants ont été radiés de la liste officielle au cours du mois de référence :

**1) OPCVM partie I Loi 2010 :**

- AMINVEST GLOBAL, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg
- AXA IM DYNAMIC CREDIT, 49, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- BKC-FONDS, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- DEKA-DEUTSCHLANDGARANT STRATEGIE 1, 5, rue des Labours, L-1912 Luxembourg
- OPTIMUM INVESTMENT FUNDS, 15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher
- PICTET STRATEGY FUND, 3, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
- PROSPECT YIELD FUND, 25, Grand-rue, L-1661 Luxembourg
- THREE BRIDGES UCITS FUND, 60, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- UNIPROTECT: EUROPA, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

**2) OPC partie II Loi 2010 :**

- PRISMA ALTERNATIVES FUND, 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2018) II, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
- UNIGARANT: COMMODITIES (2018) III, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg

**3) FIS :**

- ARDI IMMO SICAV, 60, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg
- FOS PRESTO, 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- FRANKLIN GLOBAL INVESTMENT FUNDS, 8A, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg
- IRUS EUROPEAN RETAIL PROPERTY FUND, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
- KGAL SCPF 1 SICAV-SIF S.C.S., 1C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach
- MEAG GLOBAL FCP-SIF, 15, rue Notre-Dame, L-2240 Luxembourg

- RESS UNCORRELATED ASSETS FUND, 7, avenue Jean-Pierre Pescatore, L-2324 Luxembourg
- VELOCITY FUNDS, SICAV S.A., 37A, avenue J-F Kennedy, L-1855 Luxembourg

## Communiqué de presse de l'ESMA relatif à la limitation de l'offre de CFD et à l'interdiction de l'offre d'options binaires aux clients de détail

Communiqué du 8 juin 2018

La CSSF informe le public que l'ESMA a publié un communiqué de presse le 1<sup>er</sup> juin 2018 concernant les nouvelles mesures adoptées en relation avec les restrictions applicables aux contrats sur différence (CFD) et l'interdiction visant l'offre d'options binaires aux clients de détail.

Ces mesures temporaires sont applicables à partir du 2 juillet 2018 pour les options binaires et à partir du 1<sup>er</sup> août 2018 pour les CFD.

Le communiqué de l'ESMA ainsi que les FAQ de l'ESMA relatives à ces mesures d'intervention temporaires peuvent être consultés via les liens repris ci-dessous :

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-adopts-final-product-intervention-measures-cfds-and-binary-options>

<https://www.esma.europa.eu/press-news/esma-news/esma-publishes-qas-in-relation-temporary-product-intervention-measures>

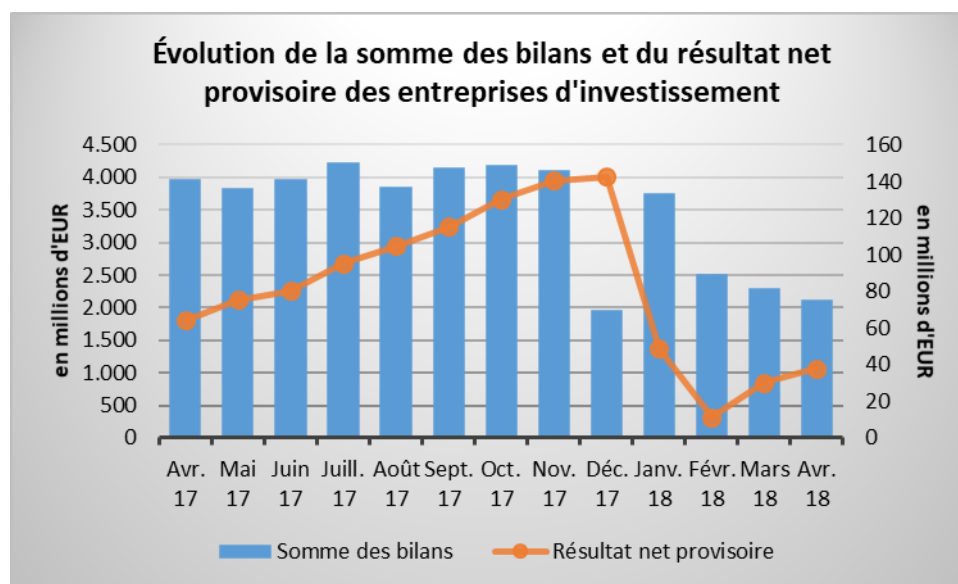
Les décisions de l'ESMA sont publiées au Journal officiel de l'Union européenne :

<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=OJ%3AL%3A2018%3A136%3ATOC>

## STATISTIQUES

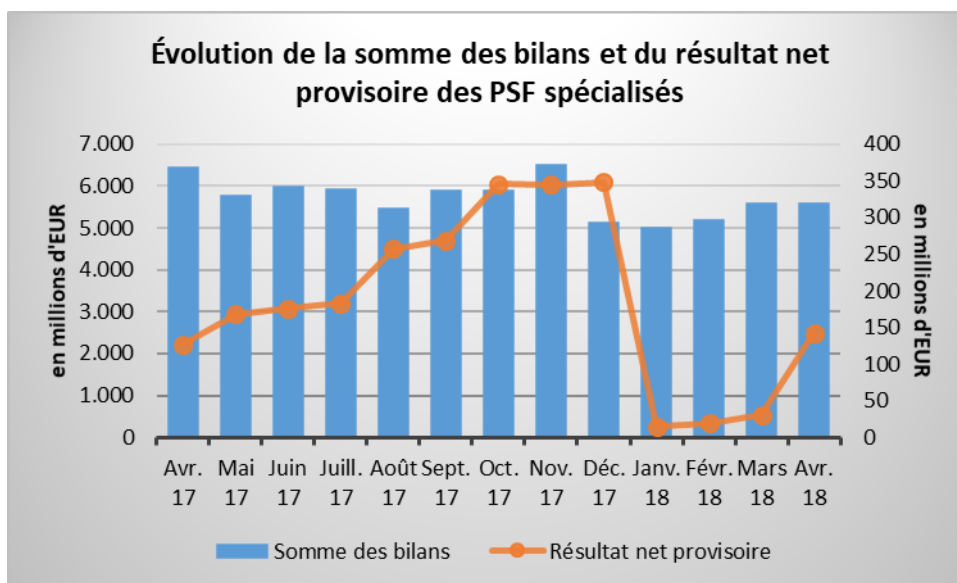
### Entreprises d'investissement

#### Somme des bilans au 30 avril 2018 en baisse



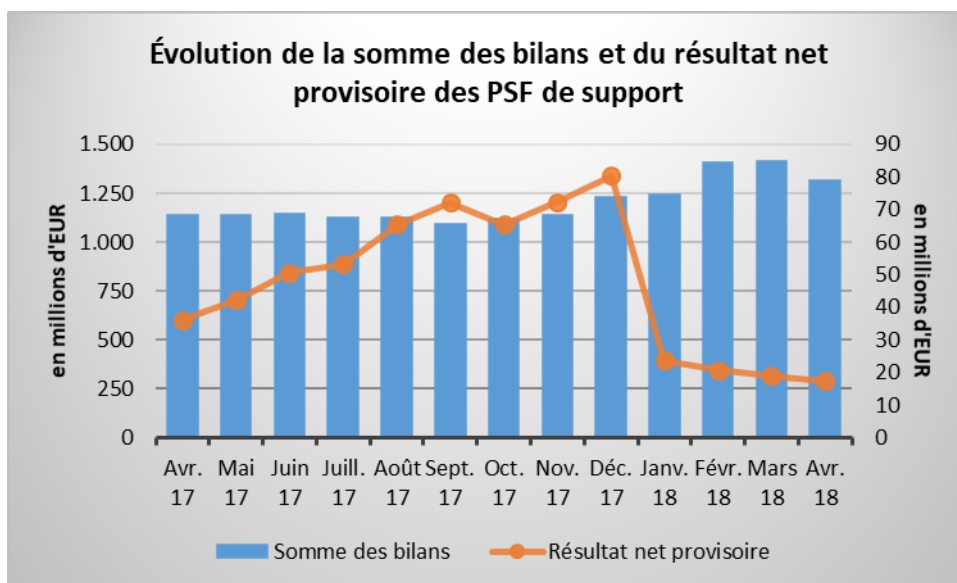
### PSF spécialisés

Somme des bilans au 30 avril 2018 en hausse



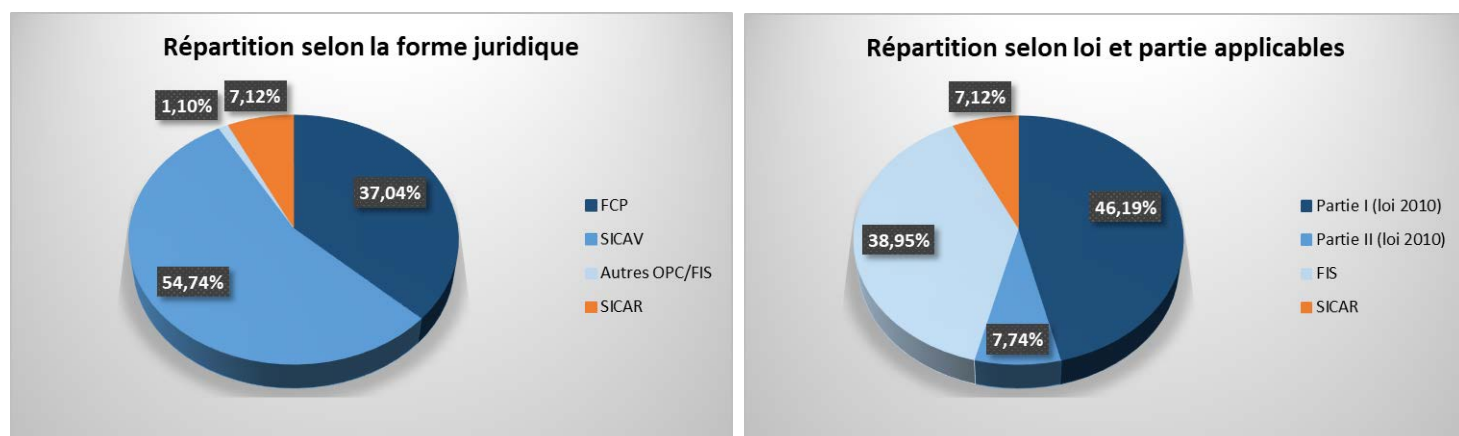
### PSF de support

Somme des bilans au 30 avril 2018 en baisse



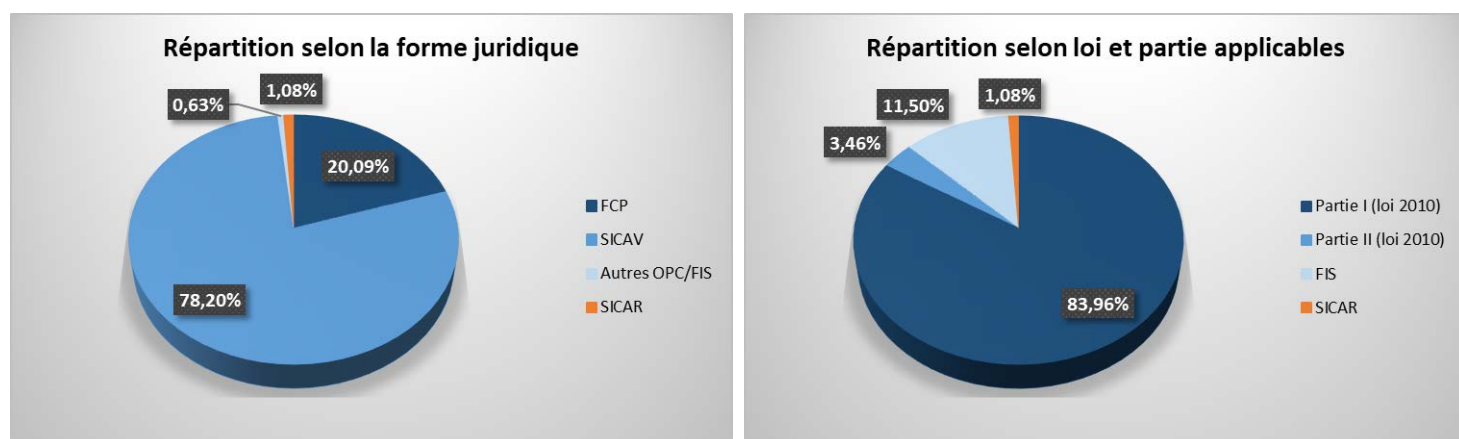
## OPC (Situation au 30 avril 2018)

### Nombre d'OPC



Loi, partie/forme juridique	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	971	872	0	0	<b>1.843</b>
Partie II (loi 2010)	154	152	3	0	<b>309</b>
FIS	353	1.160	41	0	<b>1.554</b>
SICAR	0	0	0	284	<b>284</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1.478</b>	<b>2.184</b>	<b>44</b>	<b>284</b>	<b>3.990</b>

### Actifs nets des OPC



Loi, partie/forme juridique (en mia €)	FCP	SICAV	Autres OPC/FIS	SICAR	Total
Partie I (loi 2010)	633,278	2.916,189	0,000	0,000	<b>3.549,467</b>
Partie II (loi 2010)	50,592	95,081	0,677	0,000	<b>146,350</b>
FIS	165,531	294,463	25,969	0,000	<b>485,963</b>
SICAR	0,000	0,000	0,000	45,752	<b>45,752</b>
<b>TOTAL</b>	<b>849,401</b>	<b>3.305,733</b>	<b>26,646</b>	<b>45,752</b>	<b>4.227,532</b>



## Ventilation par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	Avoirs nets (en mia €)	Nombre d'unités <sup>2</sup>
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.232,705	3.111
Valeurs mobilières à revenu variable	1.287,628	3.895
Valeurs mobilières diversifiées	937,208	3.999
Fonds de fonds	246,021	2.182
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	307,876	230
Liquidités	1,023	16
Valeurs mobilières non cotées	32,029	208
Capitaux à risque élevé	1,824	32
Immobilier	66,006	333
Futures et/ou Options	13,899	126
Autres valeurs	55,561	236
Public-to-Private	0,126	3
Mezzanine	1,562	12
Venture Capital (SICAR)	6,477	87
Private Equity (SICAR)	37,587	302
<b>TOTAL</b>	<b>4.227,532</b>	<b>14.772</b>

## Actifs nets ventilés par politique d'investissement

Ventilation par politique d'investissement	AVOIRS NETS (en mia €)	NOMBRE D'UNITES	EMISSIONS (en mia €)	RACHATS (en mia €)	EMISSIONS NETTES (en mia €)
<b>PARTIE I</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	1.127,575	2.538	48,045	41,908	6,137
Valeurs mobilières à revenu variable	1.224,996	3.525	54,313	40,530	13,783
Valeurs mobilières diversifiées	761,244	2.852	24,175	20,361	3,814
Fonds de fonds	134,954	997	3,274	2,650	0,624
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	288,794	179	134,232	133,646	0,586
Liquidités	0,641	8	0,024	0,042	-0,018
Futures et/ou Options	7,914	60	0,398	0,183	0,215
Autres valeurs	3,349	10	0,047	0,105	-0,058
<b>TOTAL PARTIE I :</b>	<b>3.549,467</b>	<b>10.169</b>	<b>264,508</b>	<b>239,425</b>	<b>25,083</b>
<b>PARTIE II</b>					

<sup>2</sup> Le terme « unité » regroupe, d'une part, les OPC classiques et, d'autre part, les compartiments des OPC à compartiments multiples.

Valeurs mobilières à revenu fixe	23,159	108	0,461	0,512	-0,051
Valeurs mobilières à revenu variable	13,545	61	0,110	0,083	0,027
Valeurs mobilières diversifiées	51,234	196	0,813	0,944	-0,131
Fonds de fonds	30,070	288	0,262	0,863	-0,601
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	14,992	42	0,742	0,895	-0,153
Liquidités	0,366	6	0,004	0,006	-0,002
Valeurs mobilières non cotées	5,216	16	0,158	0,026	0,132
Capitaux à risque élevé	0,002	1	0,000	0,000	0,000
Immobilier	1,507	21	0,007	0,004	0,003
Futures et/ou Options	2,667	26	0,027	0,027	0,000
Autres valeurs	3,592	14	0,027	0,071	-0,044
<b>TOTAL PARTIE II :</b>	<b>146,350</b>	<b>779</b>	<b>2,611</b>	<b>3,431</b>	<b>-0,820</b>
<b>FIS</b>					
Valeurs mobilières à revenu fixe	81,971	465	1,703	2,374	-0,671
Valeurs mobilières à revenu variable	49,087	309	1,866	1,726	0,140
Valeurs mobilières diversifiées	124,730	951	2,402	4,575	-2,173
Fonds de fonds	80,997	897	1,879	0,877	1,002
Instruments du marché monétaire et autres titres à court terme	4,090	9	0,110	0,348	-0,238
Liquidités	0,016	2	0,000	0,000	0,000
Valeurs mobilières non cotées	26,813	192	0,354	0,024	0,330
Capitaux à risque élevé	1,822	31	0,040	0,005	0,035
Immobilier	64,499	312	5,446	0,238	5,208
Futures et/ou Options	3,318	40	0,014	0,193	-0,179
Autres valeurs	48,620	212	1,844	2,868	-1,024
<b>TOTAL FIS :</b>	<b>485,963</b>	<b>3.420</b>	<b>15,658</b>	<b>13,228</b>	<b>2,430</b>
<b>SICAR</b>					
Public-to-Private	0,126	3	0,000	0,000	0,000
Mezzanine	1,562	12	0,000	0,000	0,000
Venture Capital	6,477	87	0,000	0,000	0,000
Private Equity	37,587	302	0,012	0,003	0,009
<b>TOTAL SICAR</b>	<b>45,752</b>	<b>404</b>	<b>0,012</b>	<b>0,003</b>	<b>0,009</b>
<b>TOTAL OPC LUXEMBOURGEOIS</b>	<b>4.227,532</b>	<b>14.772</b>	<b>282,789</b>	<b>256,087</b>	<b>26,702</b>

## Origine des initiateurs des OPC luxembourgeois

Pays	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'OPC	en %	Nombre d'unités	en %
Etats-Unis	854,499	20,2%	187	4,7%	1.075	7,3%
Royaume-Uni	752,507	17,8%	281	7,0%	1.605	10,9%
Allemagne	607,641	14,4%	1.348	33,8%	2.672	18,1%
Suisse	573,513	13,6%	579	14,5%	2.761	18,7%
France	388,318	9,2%	315	7,9%	1.488	10,1%
Italie	348,092	8,2%	147	3,7%	1.257	8,5%
Belgique	177,839	4,2%	167	4,2%	947	6,4%
Luxembourg	95,576	2,3%	230	5,8%	656	4,4%
Pays-Bas	94,023	2,2%	46	1,1%	249	1,7%
Danemark	86,287	2,0%	23	0,6%	206	1,4%
Autres	249,237	5,9%	667	16,7%	1.856	12,5%
<b>TOTAL</b>	<b>4.227,532</b>	<b>100,0%</b>	<b>3.990</b>	<b>100,0%</b>	<b>14.772</b>	<b>100,0%</b>

## Classement des devises dans lesquelles les unités des OPC luxembourgeois sont libellées

Devise	Actifs nets (en mia €)	en %	Nombre d'unités	en %
AUD	5,083	0,120%	28	0,189%
CAD	1,894	0,045%	22	0,149%
CHF	45,901	1,086%	284	1,922%
CNH	1,693	0,040%	23	0,156%
CNY	0,164	0,004%	4	0,027%
CZK	1,404	0,033%	65	0,440%
DKK	1,664	0,039%	11	0,074%
EUR	2.325,086	54,998%	9.399	63,627%
GBP	112,697	2,666%	335	2,268%
HKD	4,873	0,115%	10	0,068%
HUF	0,339	0,008%	33	0,223%
JPY	65,528	1,550%	204	1,381%
MXN	0,016	0,000%	1	0,007%
NOK	4,767	0,113%	31	0,210%
NZD	0,699	0,016%	5	0,034%
PLN	0,415	0,010%	19	0,129%
RON	0,502	0,012%	5	0,034%

SEK	52,504	1,242%	191	1,293%
SGD	0,584	0,014%	4	0,027%
TRY	0,022	0,001%	3	0,020%
USD	1.601,672	37,887%	4.094	27,715%
ZAR	0,025	0,001%	1	0,007%
<b>TOTAL</b>	<b>4.227,532</b>	<b>100,000%</b>	<b>14.772</b>	<b>100,000%</b>

### Fonds de pension

Au 11 juin 2018, **13 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

À la même date, **18** professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

### Organismes de titrisation

Depuis la publication de la dernière Newsletter, l'**organisme de titrisation** suivant a été **radié** de la liste officielle des organismes de titrisation agréés régis par la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation :

ENSEMBLE INVESTMENT CORPORATION SCA

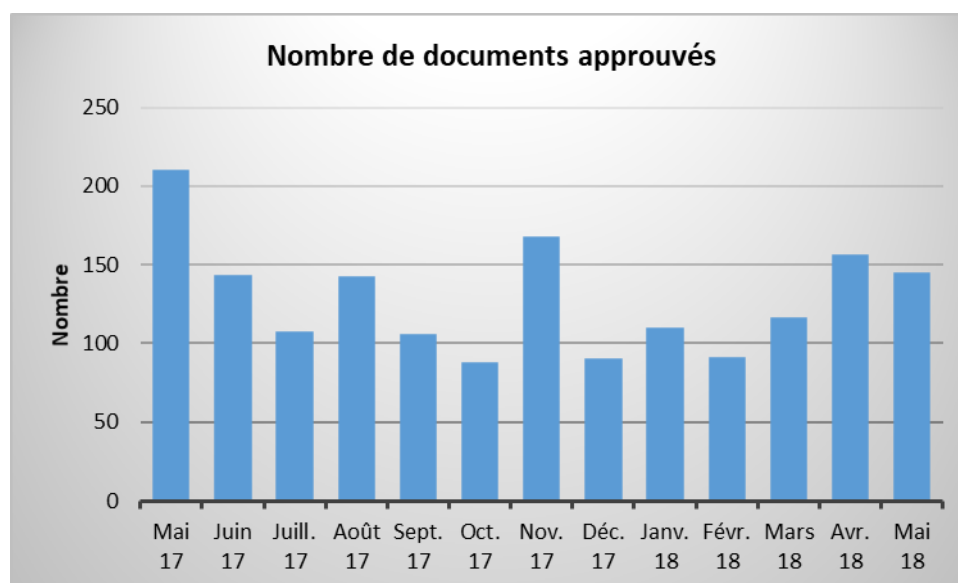
Le nombre des **organismes de titrisation agréés** par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **32** unités au 8 juin 2018.

### Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 31 mai 2018, **59 cabinets de révision agréés** et **306 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **31 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

## Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé (Partie II et Partie III, Chapitre 1 de la loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières)

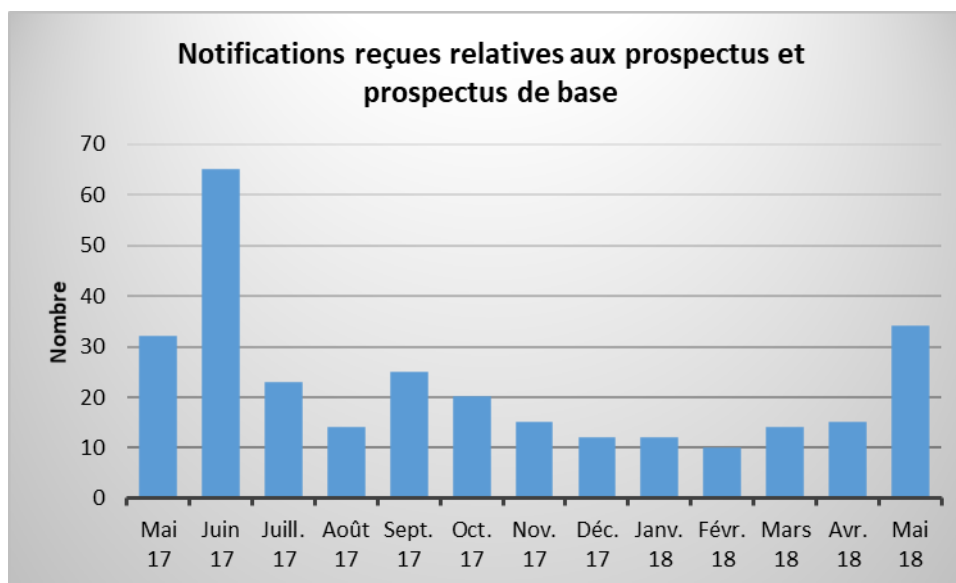
### Approbations par la CSSF



Au cours du mois de mai 2018, la CSSF a approuvé sur base de la loi prospectus un total de 145 documents, qui se répartissent comme suit :

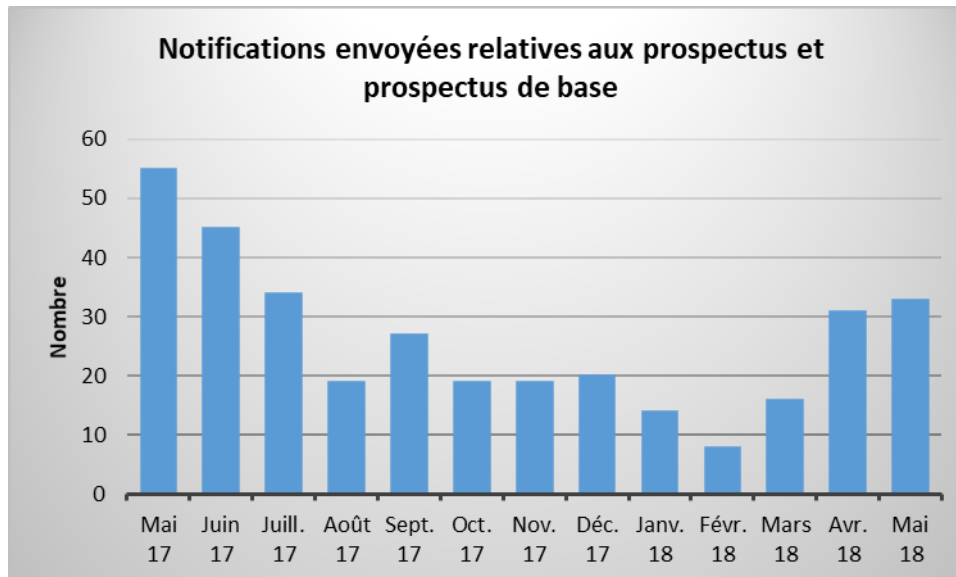
prospectus de base :	45	(31,03 %)
autres prospectus :	13	(8,97 %)
documents d'enregistrement :	1	(0,69 %)
suppléments :	86	(59,31 %)

## Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois de mai 2018, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 34 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 84 notifications relatives à des suppléments.

## Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois de mai 2018, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 33 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 59 notifications relatives à des suppléments<sup>3</sup>.

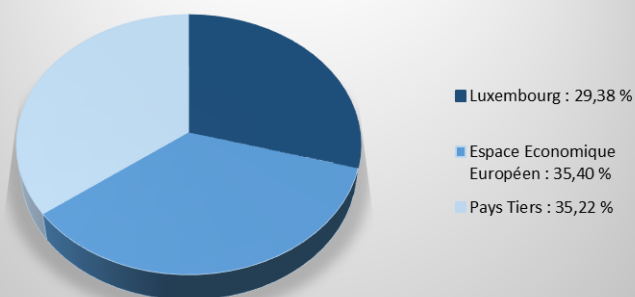
<sup>3</sup> Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs États membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs États membres n'est compté qu'une seule fois.

## Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

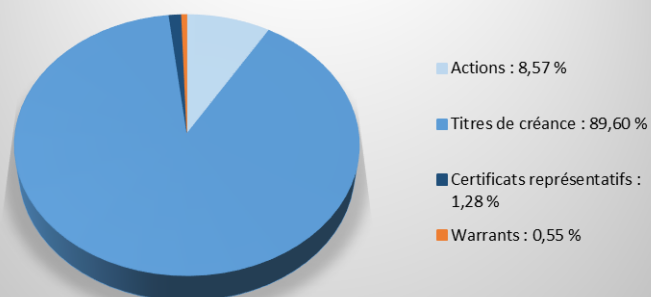
Depuis le 9 mai 2018, deux émetteurs ont désigné le Luxembourg comme État membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, six émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 7 juin 2018, 548 émetteurs sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



### *RETRAIT DECIDE PAR LA CSSF*

Une décision portant retrait du fonds d'investissement spécialisé BPA INTERNATIONAL S.C.A., SICAV-FIS de la liste officielle des fonds d'investissement spécialisés a été prise par la CSSF en date du 16 mai 2018.

## PLACE FINANCIERE

## Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (15/06/2018)	138	↘ 3 entités
	Somme des bilans (31/12/2017)	EUR 751,902 mia	↘ EUR 18,174 mia
	Résultat avant provisions (31/12/2017)	EUR 5,435 mia	↘ EUR 926 mio
Etablissements de paiement	Nombre (15/06/2018)	10	↗ 1 entité
Etablissements de monnaie électronique	Nombre (15/06/2018)	5	↗ 1 entité
OPC	Nombre (14/06/2018)	Partie I loi 2010 : 1 842	↘ 142 entités
		Partie II loi 2010 : 307	↘ 33 entités
		FIS : 1 556	↘ 65 entités
		TOTAL : 3 701	↘ 244 entités
	Nombre (11/06/2018)	SICAR : 284	↘ 1 entité
	Patrimoine global net (30/04/2018)	EUR 4 227,532 mia	↗ EUR 289,625 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (31/05/2018)	206	↗ 2 entités
	Somme des bilans (31/03/2018) <sup>4</sup>	EUR 14,425 mia	↗ EUR 2,195 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (31/05/2018)	167	↗ 2 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (14/06/2018)	234	↗ 11 entités
Fonds de pension	Nombre (11/06/2018)	13	↘ 1 entité
Organismes de titrisation agréés	Nombre (08/06/2018)	32	↘ 2 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (15/06/2018)	99 dont 6 succursales	↘ 8 entités
	Somme des bilans (30/04/2018)	EUR 2,112 mia	↘ EUR 1,874 mia
	Résultat net provisoire (30/04/2018)	EUR 38,06 mio	↘ EUR 26,29 mio
PSF spécialisés	Nombre (15/06/2018)	109	↘ 5 entités
	Somme des bilans (30/04/2018)	EUR 5,607 mia	↘ EUR 863 mio
	Résultat net provisoire (30/04/2018)	EUR 142,466 mio	↘ EUR 15,82 mio
PSF de support	Nombre (15/06/2018)	77	aucune variation
	Somme des bilans (30/04/2018)	EUR 1,318 mia	↗ EUR 177 mio
	Résultat net provisoire (30/04/2018)	EUR 17,33 mio	↘ EUR 18,71 mio
Emetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'Etat membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (07/06/2018)	548	↘ 96 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (31/05/2018)	59 cabinets de révision agréés	↗ 1 entité
		306 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 16 personnes
		31 contrôleurs et entités de pays tiers	↘ 9 entités
Emploi (31/03/2018)	Banques	26 331 personnes	↗ 187 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15) <sup>4</sup>	4 460 personnes	↗ 364 personnes
	Entreprises d'investissement	2 077 personnes	↘ 196 personnes
	PSF spécialisés	4 271 personnes	↗ 222 personnes
	PSF de support	10 147 personnes	↗ 1 437 personnes
	Total	47 286 personnes	↗ 2 014 personnes <sup>5</sup>

<sup>4</sup> Chiffres provisoires<sup>5</sup> Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.